

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 24 septembre au 7 octobre 2012 – n°107**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## De la Fête à la marche pour le référendum

Par Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité

En fin de semaine dernière, une immense foule, bien plus importante que l'an passé, a envahi la Fête de l'Humanité. Jeune et combative, souriante et fraternelle, rayonnante sous le soleil d'automne, elle a cherché durant 3 jours à ouvrir les portes de nouvelles espérances quelques mois après avoir sorti la droite sarkozyste des palais officiels. Dans les débats comme sur les scènes, l'aspiration à refaire le monde a parcouru la fête de son humanité et de sa solidarité. De Barbara Hendricks saluant l'exceptionnalité de l'événement, à Patti Smith lançant à un public de près de 90.000 personnes dans la nuit tombante : « ici, c'est vous le peuple qui avez le pouvoir ». De Richard Bohringer et Bernard Lubat portant en musique les révoltes et les espoirs, aux grands orchestres de Radio France ou de Divertimento, rendant soudain accessibles de grandes œuvres musicales.

Dans toutes ses dimensions, la Fête aura été à l'unisson des grandes manifestations qui se déroulaient au même moment en Europe : à Bruxelles jeudi dernier, au Portugal et en Espagne, avec une puissante mobilisation d'un million de manifestants à Madrid. Mélange indescriptible que semblent construire à chaque instant ses participants, sur les pelouses et les scènes, sous les chapiteaux de débats comme sur les estrades, joyeux, heureux et sérieux à la fois. Car dominait l'exigence de voir le chantier du changement porter partout et pour tous ses fruits espérés depuis tant d'années. Face à l'ampleur des drames qui s'annoncent, des plans de licenciement en cascade, une manifestation pour l'emploi de salariés venus d'une multitude d'entreprises de toutes les régions, a fait résonner ses revendications. Chacune et chacun apportant sa pierre, son expérience, ses propositions, ses questionnements, ses doutes aussi, confronté à la complexité et la durabilité de la crise.

L'ambition d'être utiles et efficaces à la construction d'un rapport de forces plus favorable à la satisfaction des attentes populaire aura marqué cette puissante édition de la Fête. Il faut dire que les forces de la droite sarkozyste, le MEDEF, les puissances financières et les institutions européennes sont mobilisées comme jamais pour défendre leurs privilèges. Elles pèsent sur les choix du gouvernement qui n'y est pas insensible. Ainsi, la volonté de s'en prendre à la finance pour un autre partage des richesses qui bénéficie au monde du travail, de la création et à la renaissance du pays est beaucoup moins affirmée que pendant les campagnes électorales. Pourtant, candidat François Hollande, avait désigné la finance comme l'ennemi. Il demeure le nôtre. Sa déclaration affirmant sa volonté d'inverser la courbe du chômage répond aux espoirs de nos concitoyens. Mais des actes nouveaux sont indispensables pour y parvenir.

Notre ambition est d'être utile pour une puissante mobilisation afin que ceci devienne réalité. Ce serait s'attaquer au tonneau des Danaïdes si on devait en rester à des dépenses utiles amputées de 10 milliards d'euros qui freineraient l'activité. Ce qui au bout du compte augmenterait le chômage. Comment le réduire si un moratoire pour la recherche de solutions alternatives ne vient pas barrer la route à la déferlante des plans de licenciements ? Comment empêcher la reproduction des drames comme ceux de PSA, Doux, Fralib... Si on continue de laisser les dirigeants d'entreprise décider seuls en refusant d'adopter une loi qui donne des pouvoirs d'intervention aux salariés dans la gestion de leurs entreprises ? Si la justice fiscale tarde à s'imposer, les familles modestes, les couches moyennes seront une nouvelle fois injustement mises à contribution pour compenser la faiblesse des prélèvements sur le capital et la rente. Ce serait injuste et négatif pour la consommation, l'activité et l'emploi.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la pression sur les salaires et les pensions aboutirait au même résultat, faisant reculer d'autant la perspective de retrouver les voies du plein emploi.

Tout cela doit donc être réexaminé, sinon notre pays subira le même sort que ceux qui en Europe, au nom de la réduction de la dette, appliquent une austérité de plus en plus sauvage. Elle aggrave les souffrances des plus faibles, produit de la récession, réduit les ressources de l'État et des organismes sociaux. Le chômage et la précarité explosent. Les dettes et les déficits aussi. Bref, le prétendu remède imposé n'a fait qu'approfondir la crise qu'il prétendait guérir. Nombreux sont ceux, d'opinions politiques les plus diverses qui s'en inquiètent.

C'est ainsi que le prix Nobel d'économie, ancien directeur de la Banque mondiale, a montré dans un grand entretien à l'Humanité que « l'austérité est un désastre ». Pour aider le gouvernement à prendre les bonnes décisions, une mobilisation citoyenne s'impose qui ne laisse pas les seuls tenants du retour en arrière freiner des quatre fers mais qui appuie sur l'accélérateur du changement.

Le nouveau traité européen, coécrit par N. Sarkozy et A. Merkel, n'a pas cette vocation. Au contraire, il se propose d'imposer partout l'austérité à perpétuité en substituant à la souveraineté des Parlements nationaux et des citoyens la toute puissance d'organismes européens non-élus. C'est d'ailleurs ce qu'écrivait l'actuel Premier ministre, le 22 février 2012. Il avait qualifié le traité européen de « carcan budgétaire concocté par M. Sarkozy et A. Merkel qui étend l'austérité infligée à la Grèce à toute la zone euro ». Ce qui était vrai en février l'est toujours en ce mois de septembre. L'adopter serait donc un lourd handicap pour qu'une politique nouvelle change le cours des choses en France et en Europe. La question est donc grave et sérieuse. Elle touche au présent et au devenir de notre pays, aux droits sociaux démantelés, à la capacité laissée aux citoyens de choisir librement, démocratiquement leur destin. De réorienter dans le sens de la solidarité, de la justice et de la coopération entre les peuples une construction européenne qui, si elle restait dans l'état où le nouveau traité veut la figer, continuerait d'aggraver la crise et de susciter un rejet de toute idée de coopération européenne.

Quand un problème est si sérieux, il faut pleinement informer la population, animer un large débat public qui permette à chacun de se faire une opinion pour ensuite pouvoir décider, en connaissance de cause, à l'occasion d'un référendum. C'est ce que font nos journaux l'Humanité et l'Humanité Dimanche, les seuls qui ont publié ces textes. Les seuls qui ont mis à votre disposition une pétition pour un référendum qui a déjà recueilli près de 200 000 signatures. La démocratie vivante est facteur de rassemblement et d'union.

Un succès de la grande marche unitaire du 30 septembre prochain pesera dans le sens de la démocratie et d'une réorientation profonde de l'Union européenne. Nous vous invitons à nous y retrouver massivement.

## Agenda

Réunion Ignidnés le lundi  
18H30

Réunions soutien aux  
Roms au nouveau campe-  
ment

le mardi 19h30 pique-  
nique ensemble sur le  
quai de Chavoire pour  
montrer notre détermi-  
nation à utiliser ce quai illé-  
galement privatisé par  
quelques-uns

**24/9** 20h Salle Pierre  
Lamy Annecy Débat public  
Traité budgétaire euro-  
péen Il faut le rejeter

**26/9** salle Yvette Martinet  
Annecy 18h Débat UL-CGT  
: la dette, arnaque ou réa-  
lité ? On paye ou pas ?  
21H Renouveler avec une  
pratique militante

Thônes : Débat sur le trai-  
té européen

**28/9** réunion cellule PCF  
de Cran

**29/9**, 2ème forum de la  
désobéissance

**29-30/9** de Cruseilles à  
Genève la solidarité en  
marche avec les paysans  
indiens

**30/9** manif unitaire  
contre le Pacte budgétaire  
- car : départ de Thonon,  
via Annemasse, 58€ aller-  
retour

(contact : 04.50.83.23.92  
ou 06.23.42.30.19)

- train : départ d'Annecy  
7h31, retour à Annecy  
22h31, 76 € aller-retour  
(contact : 04.50.22.33.00  
ou 06.85.01.86.86)

- car : départ de Chambé-  
ry, départ 6H 30€ aller-re-  
tour (contact :  
04.79.62.04.13)

Une collecte s'organise  
pour couvrir les frais et  
permettre à toutes et tous  
de participer, même ceux  
qui n'ont pas les moyens  
de payer leur billet.

**3/10** 19H Assemblée Ci-  
toyenne Annecy au Der-  
sim

**4/10** 19H Repaire là-bas  
si j'y suis au Dersim

**Samedi 6/10** 16H30  
Place Tochon cercle du Si-  
lence RESF-CDDA-CSSP

## Gaz de schiste : « une exploitation impensable, une exploration à stopper ! »

L'exploitation et l'exploration des gaz et huiles de schiste par fracturation hydraulique de la roche mère est un non sens, tant les risques avérés sur la santé publique et les dégâts environnementaux sont grands. Les tristes exemples des États-Unis ou de la Pologne sont là pour nous le montrer.

Le PCF soutient les luttes engagées par les associations, les élus et militants locaux contre les gaz de schiste que cela soit dans le Gard, la Seine et Marne ou encore en Ardèche, au travers du combat de Claude Pradal, maire PCF de Villeneuve-de-Berg.

François Hollande, lors de la conférence environnementale, a annoncé le rejet de sept demandes de permis d'exploration, utilisant la fracturation hydraulique. Cette démarche est positive.

Mais des permis, attribués par le précédent gouvernement, restent à ce jour valables, car les sociétés qui les ont demandés ont pris la précaution de ne pas préciser la méthode d'exploration qu'elles comptent utiliser. Pour le moment, aucun spécialiste ne connaît une autre technique qui permette de préserver la roche mère et de ne pas polluer les nappes phréatiques. Le marché capitaliste et les sociétés pétrolières et gazières sont prêts à tout dès lors qu'il s'agit de générer davantage de profits. Nous demandons l'arrêt de tous les permis d'exploration.

Une exploitation impensable, une exploration à stopper ! Le PCF réaffirme son opposition à l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste. Les risques sanitaires et les dégâts environnementaux qu'ils provoquent vont à l'encontre de l'idée défendue par les communistes d'un développement humain durable.

L'avenir énergétique de la France ne passera pas par l'exploitation de davantage d'énergie carbonée, mais par la planification écologique de notre économie et la recherche de sources d'énergie non émettrices de CO<sub>2</sub>.

## Délocalisation d'activité SNCF : « inadmissible ! »

Le groupe américain IBM, qui vient de remporter le contrat de surveillance du fonctionnement des logiciels de la SNCF, délocalise vers l'Europe de l'Est une activité jusqu'ici réalisée en France.

Celle-ci était précédemment assurée par une société française Steria, dont les salariés travaillaient aux côtés des cheminots informaticiens. Cette décision aura pour conséquence de supprimer 500 emplois en France en 2013.

Cet épisode inadmissible intervient après celui du STIF, le Syndicat des transports d'Île-de-France qui s'apprêtait à délocaliser son centre d'appel au Maroc. C'est l'exemple de trop !

Le combat contre le chômage passe par une lutte pied à pied contre les délocalisations. Le redressement productif promis par le gouvernement passe par une décision de bon sens, celui d'incorporer dans les appels d'offre des entreprises publiques, un dispositif interdisant la délocalisation d'activité déjà existante sur le territoire nationale.

Il y a urgence. Les entreprises où l'État est majoritaire doivent donner l'exemple.

## TSCG : « Une fuite en avant pour toujours plus d'austérité et de chômage »

En appelant à un « vote massif » au Parlement en faveur du traité budgétaire européen, Jean-Marc Ayrault invite donc la gauche à joindre ses voix aux élus de droite pour voter le texte signé le 2 mars à Bruxelles par Nicolas Sarkozy.

Exit la fable d'une renégociation, envolées les belles paroles de campagne qui promettaient d'en découdre avec les marchés financiers. Aujourd'hui, le Premier ministre ne donne plus que l'objectif de réduction du déficit public. Cet appel à une ratification massive est cependant en cohérence avec le budget d'hyper-austérité et le « choc fiscal » préparés pour 2013, avec les projets menaçant le financement de la protection sociale, celui des collectivités locales.

Notre peuple n'a pas voté pour cela le 6 mai dernier. Il a tout au contraire fait le choix du changement, en France et en Europe. Il est faux d'affirmer comme le fait Jean-Marc Ayrault, que ce vote « donnerait plus de force au président de la république » sur la scène européenne. Au contraire, ce traité, qui aura des conséquences directes pour la vie quotidienne des familles populaires, est une fuite en avant pour toujours plus d'austérité et de chômage.

Nous proposons un grand débat public et contradictoire sur la nature même du traité budgétaire européen, de la règle d'or, des régressions démocratiques contre les États et les parlements. Nous demandons sa mise à disposition à l'ensemble des citoyen-ne-s afin qu'ils puissent juger par eux-mêmes. Ce processus démocratique doit être conclu par un référendum.

Aujourd'hui, en France et partout en Europe, des convergences politiques, syndicales et associatives se forment pour refuser l'austérité. Une grande marche aura lieu à Paris le 30 septembre. C'est sur cette énergie qu'un président de gauche devrait s'appuyer et non pas sur un texte coécrit par Sarkozy et Merkel.

Présidentielle & législatives  
2012

Le programme  
du Front de  
GAUCHE

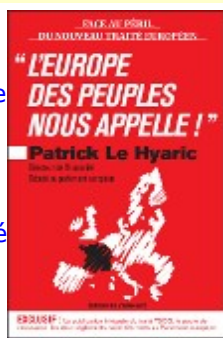
et de son candidat commun  
Jean-Luc Mélenchon

*L'humain  
d'abord*

**A lire**

**L'Humain d'abord,**  
programme du Front de  
Gauche. Demandez-le  
aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,  
directeur de l'Humanité  
et député européen,  
décrypte les menaces  
du nouveau traité  
européen.



## **Le gouverneur de la Banque de France veut-il priver la gauche des moyens de réussir ?**

Avant les élections, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, avait annoncé qu'il voulait supprimer 2 500 emplois dans l'institution à la tête de laquelle il a été placé par Jacques Chirac et confirmé par Nicolas Sarkozy. Depuis ces annonces, la crise s'est aggravée, le chômage a explosé, la France connaît la croissance zéro... et la droite a été chassée du pouvoir. La Banque centrale européenne et la Banque de France sont sollicitées de toutes parts pour qu'elles orientent sélectivement les financements vers la croissance réelle et les PME, plutôt que d'injecter aveuglément des milliards dans les marchés financiers.

Le gouverneur Noyer n'en a cure : il vient de réaffirmer sa volonté de dévitaliser la présence de la Banque de France dans les territoires, particulièrement dans ceux qui sont les plus touchés par le chômage, la précarité, le surendettement, ceux où les PME et les collectivités publiques ont le plus de mal à obtenir les crédits bancaires indispensables à la réalisation de leurs projets. François Hollande et son gouvernement se sont prononcés pour que les politiques économiques, en France et en Europe, donnent la priorité à la croissance. Laisseront-ils détériorer l'un de nos outils principaux de lutte contre la crise ?

Le Parti Communiste Français apporte son total soutien à la mobilisation des personnels de la Banque de France et aux propositions précises de leurs syndicats pour que la Banque réponde aux attentes du pays dans tous les domaines du service public dont elle est chargée. Il demande à la Banque de France de renforcer sa présence dans les territoires pour être à l'écoute des citoyens et pour lutter contre la revitalisation des bassins d'emploi et de vie. Il demande qu'elle coopère activement avec les régions dans la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et la formation. Il demande que la Banque de France s'engage dans une coopération active avec la future BPI et les autres institutions financières publiques et mutualistes au sein d'un pôle financier public. Il demande que la Banque prenne en compte, dans la sélection des crédits susceptibles de bénéficier d'un refinancement de la BCE, de leur contribution à la sécurisation de l'emploi, de la formation et du potentiel de création de richesses dans les territoires. Le PCF demande au gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour stopper les projets irresponsables du gouverneur Noyer. Il demande l'ouverture d'un vaste débat, à l'échelle nationale et dans chaque département, sur les moyens de mobiliser l'argent public, l'argent des entreprises et l'argent des banques au service de la création de richesses et de l'emploi, avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les entreprises et pour les citoyens.

## **Vote des résidents étrangers : « annuler sans attendre cette anomalie démocratique »**

Alors que le 8 décembre dernier, la majorité de gauche au Sénat s'était prononcée en faveur du droit de vote des résidents étrangers non communautaires et malgré l'engagement ferme du candidat Hollande sur son exécution, Manuel Valls pourtant ministre du gouvernement de gauche, tente de faire machine arrière.

Voilà plus de 30 ans que cette promesse faite par la gauche attend d'être tenue. 30 ans durant lesquels le PCF et ses élu-e-s se sont battu-e-s pour annuler cette anomalie démocratique.

Ils sont 5 millions à vivre, travailler, et payer leurs impôts en France. 5 millions qui attendent qu'enfin un gouvernement de gauche leur accorde ce droit légitime qui leur permettrait d'avoir un droit de regard sur les grands choix de société et la façon dont leurs impôts sont utilisés.

Manuel Valls, en décrétant dans le Monde daté de demain, que le droit de vote des résidents étrangers n'est pas « une revendication forte dans la société française », contredit le peuple français pourtant favorable à 70% à ce droit.

Le PCF exige que cette question soit mise sans attendre à l'ordre du jour du calendrier parlementaire. Il exige qu'il soit mis fin à cette discrimination injuste.

## **Sanofi Toulouse : « C'est le cancer financier qui étrangle l'industrie et supprime les emplois »**

Venus de toute la France et en particulier de Montpellier et Toulouse, les salariés des deux sites Sanofi menacés de fermeture ont manifesté, à l'appel de l'intersyndicale, contre les licenciements boursiers. Difficile à croire quand on sait que Sanofi est un groupe qui fait des bénéfices et touchent des millions de crédits recherche de l'État.

Plus de 1 000 emplois sont menacés!

A la pointe de la recherche mondiale sur le cancer et les maladies infectieuses, le groupe Sanofi, après avoir distribué 4,5 milliards d'euros à ses actionnaires, s'apprête à décapiter un secteur scientifique majeur du patrimoine de recherche médicale française. Plus grave encore, le groupe touche près de 120 millions d'euros de crédits recherche.

Éric Corbeaux, pour le PCF et le Front des luttes, est venu apporter le soutien du PCF et du Front de gauche aux salariés de Sanofi. Il y a dénoncé les mauvaises méthodes du groupe. Sanofi est un symbole des licenciements boursiers : ces grands groupes industriels qui n'ont qu'un seul objectif, celui de gaver les actionnaires quitte à jeter à la rue des milliers de salariés.

C'est bien le cancer financier qui étrangle l'industrie et supprime des milliers d'emplois et non le coût du travail ou la compétitivité comme voudraient nous le faire croire le patronat et la droite.

Nous sommes face à une urgence sociale et politique : contre ce cancer financier, la nécessité de voter au parlement une loi et des droits nouveaux pour interdire et empêcher les licenciements boursiers. C'est l'exigence portée par les parlementaires Front de gauche.

## **Fermeture de Fessenheim, une décision politicienne !**

Lors de la conférence environnementale des 14 et 15 septembre, François Hollande a confirmé la fermeture de Fessenheim pour 2016. Rien de nouveau puisque cet engagement faisait partie de l'accord électoral bien mal ficelé entre EELV et le PS. Nous avions dénoncé, à l'époque, ces tractations de couloir.

La seule raison invoquée par le chef de l'État pour l'arrêt de Fessenheim est qu'elle est « la plus vieille centrale du parc ». Cet argument ne tient pas. Nous disposons d'une autorité de sûreté indépendante qui, suite au terrible accident de Fukushima, a réexaminé la sûreté de toutes les centrales françaises. Elle a autorisé la poursuite du fonctionnement de Fessenheim moyennant des modifications de l'installation qui sont en cours de réalisation. Aucune justification technique ne s'oppose à la poursuite de son fonctionnement.

La question est ailleurs. Face aux défis environnementaux et sociétaux, un débat approfondi doit avoir lieu pour que nous puissions établir collectivement les bases de notre avenir et inventer le monde de l'énergie de demain. Les Français ne peuvent pas être mis de côté dans les prises de décisions sur les enjeux énergétiques. Tout doit être mis sur la table en toute transparence (technique et sécurité, possibilités d'amélioration, avis de l'ASN, coûts, conséquences financières, sociales et humaines, perspectives régionales, etc...).

Ce débat, éminemment stratégique, est celui de tout le pays. Il doit être mené dans la sérénité et ne peut être réduit à une seule de ses facettes, le nucléaire, ou confisqué à des fins politiciennes. C'est le véritable enjeu du débat public que continue de souhaiter le PCF. Dans ce débat, les salariés ont plus que leur mot à dire. Le président de la République décide sans consultation de fermer une usine de 600 salariés statutaires, autant d'emplois intérimaires et prestataires. Plus encore, si l'on prend en compte tous les emplois induits dans le tissu économique, social des alentours de la centrale.

Cette décision est précipitée, mal motivée, et ne s'inscrit pas pour l'heure dans l'ambition de transition énergétique nécessaire. Cette dernière ne peut conduire à un renchérissement de l'électricité en France. On comprend dans ces conditions la logique de la proposition de F. Brottes d'inventer un tarif progressif axé essentiellement sur le rationnement de la consommation par le signal prix. Une autre voie est nécessaire et possible.

## Votes au Parlement Européen

### Communiqué de presse de Marie-Christine Vergiat, députée européenne Front de gauche - membre de la commission libertés civiles Le Parlement européen adopte le rapport de suivi du programme de détentions et de vols secrets de la CIA en Europe.

Le Parlement européen a adopté ce 11 septembre, une date toute symbolique, le rapport d'Hélène Flautre sur le suivi du rapport du Parlement européen de 2007 sur allégations de transport et de détention illégale de prisonniers par la CIA dans des pays européens. Il fait état d'informations nouvelles quant à la participation alléguée de certains États membres qui n'avait pu être déterminée par la commission spéciale en 2007. Des enquêtes parlementaires ou judiciaires ont été menées dans certains États membres, mais pour l'instant elles n'ont pas permis de faire la lumière sur ce qui s'est véritablement passé et très peu de personnes impliquées à divers degrés ont été déférées devant la justice de leur pays. Je me félicite donc de l'adoption de ce rapport qui, malgré les pressions exercées par certains États membres et par certains de leurs représentants au Parlement, montre combien il reste de chemin à faire pour que les États membres de l'Union mettent en œuvre sur leur territoire les principes qu'ils veulent faire appliquer à d'autres.

Les violations des droits de l'Homme sont toujours intolérables. Il n'y a pas de réalisme politique qui tienne en ce domaine, fût-ce dans la lutte contre le terrorisme. Il ne peut y avoir de droits de l'Homme à géométrie variable selon que l'on se sente proche ou non d'un gouvernement. Aucun État et encore moins les États membres de l'Union ne peuvent s'exonérer de leurs responsabilités ni de leurs obligations internationales en ce domaine sauf à saper la crédibilité de l'Union. Les institutions européennes en sont collectivement responsables devant les citoyens de l'Union. Le Parlement européen a pris aujourd'hui ses responsabilités en ce domaine. La Commission et surtout les États membres concernés doivent faire de même. Rendez-vous dans un an. Un rapport parlementaire dénonce la complicité des États membres avec les tortures et kidnappings perpétrés par la CIA

Les eurodéputés ont soutenu aujourd'hui un rapport sur les violations à l'encontre des droits de l'Homme liées aux activités de la CIA. Ils ont soumis des recommandations concrètes aux institutions de l'UE visant à rehausser la responsabilité 5 ans après l'enquête d'une commission spéciale du Parlement européen sur les abus et activités illégales de la CIA sur le territoire européen.

S'exprimant au cours du débat d'hier soir sur le rapport, l'eurodéputée française GUE/NGL Marie-Christine Vergiat a souligné que «la presse et les ONG ont, à de nombreuses reprises, souligné les conséquences dramatiques en matière de droits de l'Homme des opérations secrètes menées par la CIA. Une dizaine d'États de l'Union au moins sont concernés. Ils ont tout fait et font encore, pour certains d'entre eux, pour empêcher la triste vérité de surgir.

Le Parlement européen s'honore en continuant à demander des comptes alors que la crédibilité de l'Union est en cause».

Ines Zuber (Portugal) estime que les mesures de prévention du terrorisme selon l'OTAN permettent de légitimer les multiples violations des droits de l'Homme de ceux impliqués dans la prétendue 'guerre contre le terrorisme'. «Le partenariat européen avec l'OTAN a pour objectif la destruction totale du cadre pour le dialogue et la coexistence pacifique qui a été consolidé par la création de la charte des Nation Unies en 1945».

L'eurodéputé irlandais Paul Murphy a constaté que bien que l'UE et ses États membres se complaisent à débattre des valeurs démocratiques et du respect des droits de l'Homme «l'implication d'un grand nombre d'états européens dans des pratiques qui violent de façon flagrante les droits démocratiques les plus basiques révèle que ce n'est qu'une rhétorique vide de sens. Guantánamo Bay ainsi que tous les centres secrets en Europe doivent être fermés immédiatement».

Vote result: 568 in favour, 34 against, 77 abstentions.

### Les eurodéputés demandent un régime d'asile européen commun fondé sur la solidarité

Vote result: 584 in favour, 41 against, 54 abstentions.

**L'égalité entre les sexes est un facteur essentiel à l'économie verte** «Le Parlement a enfin intégré l'importance d'une économie verte fondée sur l'égalité entre les sexes» a déclaré l'eurodéputé suédois GUE/NGL Mikael Gustafsson suite au soutien reçu par son rapport «le rôle des femmes dans l'économie verte » au Parlement européen. «Les problèmes économiques actuels et les solutions proposées sont traités de façon très technique, sans prendre en considération l'existence sous-jacente des femmes et des hommes et les limites des ressources de la planète qui menacent le futur des générations à venir. Le système actuel n'envisage pas le fait que ces ressources sont limitées car la croissance est devenue quelque chose de quasi religieux».

La solution proposée par l'eurodéputé Gustafsson est «un système qui traite les femmes et les hommes de la même façon. Ce n'est pas juste un problème de technologies vertes. C'est aussi une question de justice sociale et d'économie durable. Nous pouvons créer une économie qui offre aux femmes et aux hommes les mêmes possibilités d'agir sur les politiques afin de parvenir à l'égalité entre les sexes».

«Afin de réaliser cet objectif, il est essentiel de cesser de raisonner à court terme. Nous devons placer les êtres humains au centre de nos politiques. Nous avons besoin d'un écosystème fonctionnel qui permettra d'assurer la pérennité de notre espèce».

### Mariage pour tous : « Une égalité qui s'annonce incomplète »

Après des années de conservatisme et de maintien des discriminations par la droite, des progrès pour l'égalité des droits à se marier et à fonder une famille sont annoncés par le Gouvernement, avec la présentation d'une loi en ce sens au Conseil des Ministres prévue le 24 octobre.

Le Collectif Fier-e-s et Révolutionnaires prend acte avec satisfaction du respect de cette promesse de campagne du candidat Hollande. Cette égalité des droits à s'aimer et à fonder une famille, reconnue par la République, avait été fermement revendiquée lors de la campagne du Front de Gauche.

Notre satisfaction n'est pourtant que partielle car cette égalité s'annonce bien incomplète. La Ministre de la Justice s'est en effet prononcée dans le journal La Croix du 11 septembre pour le maintien des discriminations dans l'accès à la procréation médicalement assistée. Aucun progrès n'est annoncé non plus concernant un droit simple à la filiation pour le/la conjointe, comme cela existe dans les couples hétérosexuels avec la «présomption de paternité».

Pour le Collectif Fier-e-s et Révolutionnaires, il n'existe pas en République de citoyens plus égaux que d'autres, en particulier en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Ces demi-mesures seraient en outre une dangereuse invitation à un retour en arrière en cas de future majorité de droite, toujours hostile aux LGBT.

Nous rappelons l'engagement du PCF et de ses élu-e-s en faveur de l'égalité des droits au mariage et à la filiation, concrétisé par les propositions de lois de Marie-George Buffet en ce sens, déposées à l'Assemblée nationale en juillet dernier, et qui incluent le droit à la PMA pour les couples de femmes et la facilitation du droit à la filiation.

Enfin, ce progrès dans l'égalité des droits s'inscrit dans un contexte socio-économique de crise, qui fragilise toujours la situation des minorités, et qui ne peut que s'aggraver par les mesures d'austérité promises. Un mariage, une famille sont des projets de vie : comment exercer pleinement ces nouveaux droits au mariage et à la filiation, sans travail, sans logement, sans les moyens nécessaires pour élever des enfants ? Dans ce cas, le Gouvernement nous promet certes le mariage... mais sans les petits-fours.

Le Collectif Fier-e-s et Révolutionnaires s'inscrira activement dans ce débat et participera aux différentes auditions mises en place par le Gouvernement pour y faire valoir ses positions, aux côtés de ses partenaires politiques, syndicaux et associatifs, et se tient à la disposition des médias afin que le traitement de ce dossier respecte le pluralisme et la diversité des points de vue.